

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 mars 2019

SYSTÈME DE SANTÉ - (N° 1767)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 750

présenté par

M. Ramadier, M. Grelier, M. Bazin, Mme Levy, Mme Bonnivard, M. Masson, M. Bony, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Jean-Claude Bouchet, M. Descoeur, M. Rolland, M. Reiss, M. de Ganay, M. Dive, M. Kamardine, Mme Trastour-Isnart, Mme Bassire, Mme Genevard, M. Le Fur, M. Brun, M. Viry, Mme Kuster, M. Leclerc, M. Viala et
Mme Louwagie

ARTICLE 7

I. – Après l’alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« aa) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Au sein du conseil territorial de santé, est constitué un comité territorial des élus, composé des représentants des élus des collectivités territoriales siégeant au conseil territorial de santé. ».

II. – En conséquence, compléter l’alinéa 8 par la phrase suivante :

« Le comité territorial des élus et la formation spécifique dédiée à l’expression des usagers sont consultés avant l’élaboration des projets territoriaux de santé, dans des conditions définies par décret ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La participation des élus et des usagers au mouvement de territorialisation des politiques de santé est aujourd’hui insuffisante.

En effet, les conseils territoriaux de santé n’ont pas de capacité suffisante de décision, d’impulsion, ni de validation. En outre, les représentants des usagers et des élus locaux y sont assez peu représentés.

Afin de rapprocher l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé dans les territoires des citoyens, des usagers et de leurs représentants, il est proposé de renforcer la représentation et les compétences des représentants des usagers et des collectivités territoriales au sein du conseil territorial de santé, instance de démocratie sanitaire légalement reconnue.

Ces composantes, dont la représentation au sein du CTS devra être renforcée par décret, se verraient ainsi plus étroitement associées à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets territoriaux de santé, renforçant par-là la démocratie sanitaire.